

## Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 15 au 17 février 2012, le GAFI (Groupe d'action financière) a adopté des recommandations révisées et pris de nouvelles mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive. Les principales modifications du texte sont :

- la lutte contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive par l'application systématique de sanctions financières ciblées lorsqu'elles sont exigées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ;
- l'amélioration de la transparence afin d'éviter que les criminels et les terroristes ne dissimulent leur identité et leurs biens derrière les personnes morales et constructions juridiques ;
- des obligations plus exigeantes vis-à-vis des personnes politiquement exposées ;
- l'élargissement du champ des infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux aux infractions fiscales pénales ;
- une approche fondée sur les risques renforcée permettant aux pays et au secteur privé d'allouer leurs ressources de façon plus efficace en ciblant les domaines qui présentent des risques plus élevés ;
- une coopération internationale plus efficace, en particulier pour l'échange d'informations entre les autorités concernées, la conduite d'enquêtes conjointes et le dépistage, le gel et la confiscation des biens illicites ;
- de meilleurs outils opérationnels et une gamme plus large de techniques et de pouvoirs, à la fois pour les cellules de renseignements financiers et les autorités de poursuite pénale dans le cadre des enquêtes et poursuites en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Le texte intégral de la réponse du GAFI à la consultation publique sur la révision des recommandations est disponible en anglais sur : <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/49/29/49684543.pdf>.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### SEPA

Le Conseil européen a adopté, le 28 février 2012, un règlement établissant des exigences techniques et commerciales pour les virements et prélèvements en euros. Le texte comprend des règles communes et des normes pour un espace unique de paiement en euros. Il fixe au 1<sup>er</sup> février 2014 la date butoir pour la migration au virement et au prélèvement SEPA et au 1<sup>er</sup> février 2016 la date-butoir pour la migration des produits dits « de niche » tels que, en France, le TIP et le télé règlement. Il supprime progressivement les commissions multilatérales d'interchange sur les prélèvements d'ici le 1<sup>er</sup> février 2017. Il prévoit également la suppression progressive, au plus tard le 1<sup>er</sup> février 2016, de l'obligation de fournir le code d'identification d'entreprise (BIC) ; le numéro IBAN restant le seul identifiant de code pour les paiements transfrontaliers et les paiements nationaux.

### Financement de l'économie, des PME et des collectivités locales

MM. François Baroin, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, et Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé des PME, ont réuni le 20 février 2012 les représentants des cinq principales banques françaises, la Banque de France et la Médiation du crédit, afin d'examiner la situation du financement de l'économie.

S'agissant des entreprises, les participants ont noté que les encours de crédit continuent de croître plus vite en France (+4,4 %) que dans le reste de la zone euro. Les crédits aux PME et TPE restent dynamiques. Pour les TPE, l'encours des crédits atteint 21 milliards d'euros fin 2011. Les banques ont renouvelé leurs engagements d'accompagner les besoins de financement des PME.

Concernant les collectivités locales, le gouvernement mettra en place une nouvelle enveloppe de 5 milliards d'euros sur fonds d'épargne et le secteur bancaire apportera environ 10 milliards d'euros de crédits nouveaux.

Le financement des micro-entreprises en décembre 2011 est disponible en téléchargement :

[http://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Economie\\_et\\_Statistiques/2011-12-stat-info-financement-des-microentreprises-france-trimestriel.pdf](http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/2011-12-stat-info-financement-des-microentreprises-france-trimestriel.pdf)

### Financement des collectivités locales

Dans le cadre de la restructuration du groupe Dexia, un accord a été trouvé entre l'Etat, la Caisse des Dépôts, la Banque Postale et Dexia. Il prévoit : la création d'une co-entreprise entre la Banque Postale et la Caisse de Dépôts qui commercialisera des nouveaux prêts aux collectivités locales françaises dont le refinancement sera assuré par Dexia Municipal Agency ; la création d'un nouvel établissement détenu par l'Etat (31,7 %), la Caisse des Dépôts (31,7 %), Dexia Crédit Local (31,7 %) et la Banque Postale (4,9 %).

### Publications

Le financement des PME-ETI par le marché

Le rapport de Gérard Rameix, médiateur du crédit, et Thierry Giami, président de l'Observatoire du financement des entreprises par le marché, est disponible en téléchargement sur :

[http://www.economie.gouv.fr/files/20120221\\_financement\\_pme\\_eti.pdf](http://www.economie.gouv.fr/files/20120221_financement_pme_eti.pdf)

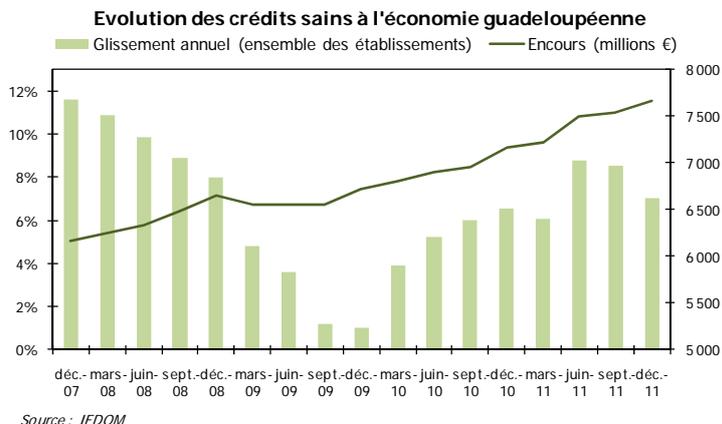
# SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

## Les encours de crédit sont en progression de 7 % à fin 2011

L'encours des crédits sains atteint 7,7 milliards € au 31 décembre 2011 et fait ressortir une progression soutenue (+7 % contre +6,5 % en 2010). A titre de comparaison, en France hexagonale, les encours au secteur non financier augmentent de 5,3 % sur un an à fin décembre 2011 contre +6,2 % en septembre 2011.

Les crédits en faveur des entreprises (3,6 milliards €) s'accroissent (+8 % contre +1,7 % en 2010) : leur recours aux crédits immobiliers (+11,5 %) s'accroît et leurs efforts d'investissement restent soutenus (+7,7 %). Les crédits à l'équipement en particulier augmentent de 9 %. En revanche, les entrepreneurs individuels restent en marge de cette dynamique : l'encours de leurs crédits d'investissement diminue de 3,4 % sur un an, à 65,6 millions €.

Les financements consentis aux ménages (2,9 milliards €) progressent de 6,5 % sur un an. Le rythme de croissance des encours des crédits à la consommation se replie à +4 % (contre 5,3 % en 2010).



## La croissance des actifs financiers à fin 2011 est limitée à 2,5 %

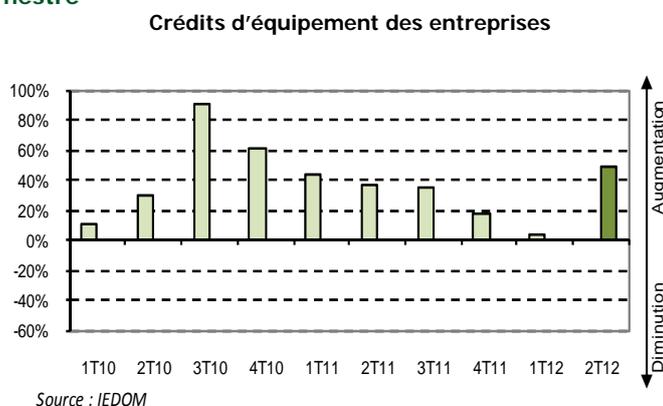
Les actifs financiers de la clientèle totalisent 6,8 milliards € et montrent une faible progression (+2,5 % contre +4,7 % un an plus tôt). L'encours des dépôts à vue (+0,3 %) est quasiment stable tandis que les placements liquides et à court terme (+7,2 % contre -2,2 % en 2010) se sont redressés à la faveur d'un relèvement de leurs taux de rémunération. La collecte des livrets A (579 millions €) est en hausse de 7,9 %. L'assurance-vie (1,3 milliard €), première composante de l'épargne à long terme des ménages enregistre une hausse de 2,5 %. L'épargne à long terme a en revanche stagné (+0,1 %).

## L'activité bancaire et financière est moins dynamique au 1<sup>er</sup> trimestre

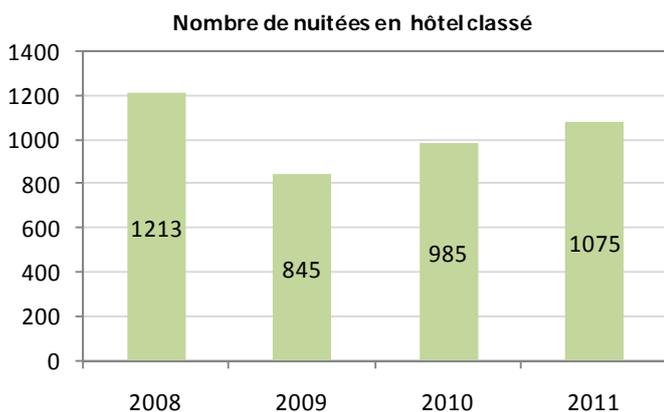
Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des banques locales au mois de février, l'activité bancaire devrait connaître un léger ralentissement au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, après une fin d'année bien orientée, reflet de la résistance de l'activité.

La collecte des dépôts enregistre un tassement prononcé et l'activité de crédits est moins dynamique, à l'exception du financement de l'habitat des particuliers. En dépit d'une bonne performance des commissions, le produit net bancaire devrait également enregistrer une légère décélération en début d'année. L'amélioration des charges d'exploitation, qui compenserait la dégradation du coût du risque, permettrait en revanche à la place bancaire locale d'afficher une légère progression de son résultat en début d'exercice 2012.

Les dirigeants des établissements de crédit anticipent une réelle progression de leurs indicateurs au deuxième trimestre 2012 en dépit d'un environnement économique jugé toujours incertain. La collecte des dépôts devrait s'inscrire en sensible augmentation et l'activité de crédit être plus dynamique qu'au premier trimestre. Le produit net bancaire et le résultat de la place bancaire locale devraient également s'inscrire en amélioration.



## Nette hausse de la fréquentation hôtelière en 2011



Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie homologuée progresse en 2011 pour la seconde année consécutive (de +9,1 % après +17 % en 2010) et le taux d'occupation des chambres atteint en moyenne 58 %, en hausse de 5 points sur un an, pour s'approcher de son niveau de 2007.

En décembre 2011, la fréquentation atteint 62 %. Comparé à décembre 2010, les visiteurs sont restés plus longtemps en moyenne (+1 jour) cumulant 6 000 nuitées supplémentaires.

La présence des visiteurs étrangers se renforce. En progression de 2 points, la part de leurs nuitées atteint un cinquième des nuitées totales.

Selon une étude menée sur un échantillon de 17 établissements, le chiffre d'affaires 2011 de la grande hôtellerie est en hausse de 6,3 % en glissement annuel, à 68,6 millions € (Source : Groupement Hôtelier et Touristique Guadeloupéen)

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

---

### Fin de l'échange de billets en francs

10 ans après la fin du cours légal du Franc, la dernière gamme de billets en Francs n'est plus convertible en euros. Le jour de la date butoir 198 échanges ont été opérés à nos guichets des Abymes pour une valeur totale de 259 780 FF. Au cours du mois de février, la vague de retrait s'établit à 393 échanges soit 572 540 FF, contre 124 échanges et 69 910 FF en janvier 2012. Pour l'année 2011 entière, 242 échanges d'un montant de 465 350 FF ont été enregistrés. Au niveau national, 1,5 million de billets ont été rapportés, pour une valeur globale de 378 millions de francs (57,6 millions d'euros) entre le 1<sup>er</sup> septembre 2011 et le 17 février 2012. Il reste 55 millions de billets en FF en circulation désormais non échangeables. Ce solde sera reversé à l'Etat, qui devrait être ainsi crédité de 526 millions €.

### Résultats de l'appel d'offres gouvernemental portant sur l'énergie éolienne

Dans le cadre des résultats de l'appel d'offres gouvernemental concernant les installations éoliennes dans les départements, publié le 17 février 2012, Vergnet et Sea Energy ont été sélectionnés pour 3 projets en Guadeloupe. Deux des projets ont été confiés à Aérowatt, filiale de Vergnet, créateur des fermes éoliennes de la Désirade et de Saint-François. Ils prendront place à Petite-Place (Capesterre) et Dadoud (Petit-Canal). Le troisième projet, la ferme éolienne de Ménard (Marie Galante), a été attribué à Sea Energy. Ces nouvelles fermes éoliennes devraient produire 20 mégawatts. Leur réalisation reste subordonnée à la mise en conformité des projets aux lois Littoral et Grenelle 2.

### La Cour des Comptes examine le dispositif « Girardin »

La Cour des Comptes, dans son rapport public annuel 2012, examine le dispositif de défiscalisation en Outre-Mer et préconise sa suppression en raison de son coût élevé. « Les résultats ne sont pas à la mesure des moyens engagés », souligne-t-elle. « Pour les investissements productifs, environ seulement 60 % des réductions d'impôt reviennent aux entreprises d'outre-mer et 40 % bénéficient aux seuls contribuables-investisseurs, alors qu'ils ne courent presque aucun risque ».

### Damoiseau fête ses 70 ans et reçoit les lauriers d'or

A l'occasion de la tenue du salon de l'agriculture à Paris, Hervé Damoiseau, directeur général des rhums Damoiseau a reçu le Laurier d'or, prix de la Fédération internationale du tourisme qui vient couronner 70 ans d'activité.

### Nomination du nouveau procureur général près la cour d'appel de Basse Terre

Le procureur général près la cour d'appel de Basse-Terre, Christine Penichon, quitte ses fonctions. Elle sera remplacée dès le mois d'avril par Catherine Champrenault, actuel procureur de la république près le tribunal de grande-instance d'Avignon.

## ACTUALITE REGIONALE

---

### Le Port Autonome de la Guadeloupe jumelé avec la Nouvelle-Orléans

Le 10 février 2012, une convention de jumelage a été signée entre Daniel Packer, administrateur du port de la Nouvelle-Orléans et Gil Thémine, président du Port autonome de la Guadeloupe. Cette convention marque le début d'échanges techniques en matière de gestion, de maintenance, d'organisation, de développement et d'aménagement des infrastructures portuaires.

### Déclaration conjointe d'intentions entre le gouvernement de Sint-Maarten et la collectivité française.

Une déclaration conjointe d'intentions a été signée à Philipsburg par le préfet Philippe Chopin, Frantz Gumbs, président de la collectivité et Sarah Wescott-Williams, chef du gouvernement de Sint-Maarten, le 13 février 2012. Cette déclaration facilitera la coopération entre les administrations des deux parties de l'île.

### Laurent Lamothe : nouveau premier ministre désigné en Haïti

Suite à la démission du premier ministre haïtien Garry Conille, le président d'Haïti Michel Martelly a demandé à Laurent Lamothe de former un nouveau gouvernement. Cette nomination n'a pas encore été ratifiée par le Sénat et l'Assemblée nationale.

### Prêt de 65 millions \$ de la Banque européenne d'investissement pour des projets environnementaux

La Banque européenne d'investissement (BEI), par l'intermédiaire de la Banque de développement des Caraïbes (BDC), s'est engagée à prêter 65 millions \$ pour un programme de lutte contre le changement climatique dans dix-huit petits États insulaires des Antilles. Ce programme de prêt a fait l'objet d'un accord officiel signé le 27 février. Il fournira des ressources à long terme à des conditions avantageuses pour des projets publics ou privés et sera accompagné d'assistance technique.

### Accord de coopération entre la Chambre de Commerce Dominico-Française (CCDF) et le Conseil Régional

Manuel A. Grullon, Président de la CCDF de la République Dominicaine et Thérèse Marianne-Pépin, vice-présidente du Conseil régional de la Guadeloupe ont signé le 29 février 2012 un accord de coopération qui vise à renforcer les liens commerciaux et la coopération économique entre les deux territoires des Caraïbes.

### Publication

L'IEDOM a le plaisir de vous annoncer la publication du Panorama 2010 de Saint-Barthélemy (janvier 2012) en langue anglaise, intitulé « Outlook for Saint Barthelemy ».

Comme toutes les publications de l'IEDOM, cette étude est disponible en ligne sur le site internet de l'Institut : <http://www.iedom.fr>

## PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France Janvier 2012	127,0	0,2 % -	1,7 % 2,3 %
<b>Chômage</b> <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Janvier 2012	57 350	0,6 %	5,1 %
<b>Commerce extérieur</b> <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€) Importations - (en M€) Décembre 2011	14 241	- -	-17,7 % -17,2 %
<b>Energie</b> <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh <i>Cumul annuel</i> Décembre 2011	36 453	-18,6 %	0,3 % -1,9 %
<b>Créations d'entreprises</b> <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées Janvier 2012	452	-	7,6 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Ménages</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Janvier 2012 Nombre de retraits de cartes bancaires Janvier 2012 Nombre de dossiers de surendettement déposés <i>Cumul à fin février</i>	21 090 452 53	-0,6 % 32,2 % -	-0,8 % 14,0 % -28,4 %
<b>Entreprises</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € Février 2012 <i>cumul annuel</i> - Nombre Février 2012 <i>cumul annuel</i>	1 408 3 198 133 240	-21,3 % - 24,3 % -	36,9 % 59,7 % 9,0 % 6,2 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aérien</b> <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties) Janvier 2012	191 059	0,6 %	8,3 %
<b>Trafic portuaire</b> <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes) Janvier 2012 Nombre de passagers (entrées + sorties) Janvier 2012	229 797 94 828	- -	-10,1 % 25,0 %
<b>Immatriculations</b> <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs <i>(VPN+VUN)</i> Décembre 2011 <i>Cumul annuel</i>	2 412 18 081	30,1 % -	3,8 % 3,5 %
<b>Construction</b> <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes) Février 2012 <i>Cumul annuel</i>	19 884 41 036	- -	-3,5 % 7,1 %
<b>Banane</b> <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes) Novembre 2011 <i>Cumul annuel</i>	5 624 55 106	3,1 % -	21,8 % 46,5 %

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publication d'une note expresse - collection « Eclairage »

### Le financement bancaire de l'économie guyanaise : caractéristiques, évolutions récentes et gestion du risque

L'activité de crédit en Guyane, assurée principalement par les établissements bancaires implantés localement, est essentiellement orientée vers le financement de l'habitat (logement social et investissement immobilier privé). Après une période d'apurement des créances douteuses héritées de la crise des années 90, notamment sur le segment des entreprises, la gestion du risque de crédit s'inscrit comme l'une des priorités des banques de la place. Avec un taux de croissance moyen proche de 8 % par an sur la période 2007-2011, le financement bancaire de l'économie guyanaise ne semble pas avoir subi d'effets directs de la crise financière mondiale. On observe néanmoins depuis 2009 un ralentissement de la croissance de l'encours sain de crédit mais, au-delà de la volonté de prudence des établissements bancaires dans l'octroi de nouveaux crédits, celui-ci serait davantage impacté par le ralentissement de l'activité économique lié à des événements locaux.

La note est disponible sur le site de l'IEDOM :

[http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ne143\\_eclairage\\_le\\_financement\\_bancaire\\_de\\_l\\_economie\\_guyanaise.pdf](http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ne143_eclairage_le_financement_bancaire_de_l_economie_guyanaise.pdf)



## Publication d'une note expresse – collection « Tendances conjoncturelles » - 4<sup>e</sup> trimestre 2011

### Un regain en fin d'année de l'activité économique en Guyane

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) progresse fortement au 4<sup>e</sup> trimestre, s'établissant bien au-delà de sa moyenne de longue période. Malgré la poursuite de la dégradation du marché de l'emploi, la consommation des ménages connaît une reprise en fin d'année. Après une période d'incertitude au troisième trimestre, l'investissement s'est redressé sur les trois derniers mois de l'année.

L'activité sectorielle est globalement en hausse, notablement bien orientée dans le BTP, le commerce et l'industrie.

Pour le début d'année 2012, les prévisions des chefs d'entreprise demeurent, dans l'ensemble, favorables, ces derniers anticipant une forte hausse de leur activité dans les mois à venir.

La note et les annexes statistiques sont disponibles sur le site de l'IEDOM :

<http://www.iedom.fr/iedom/publications-24/guyane/publications-67/les-notes-expresses-248/les-notes-expresses-tendances-221/>

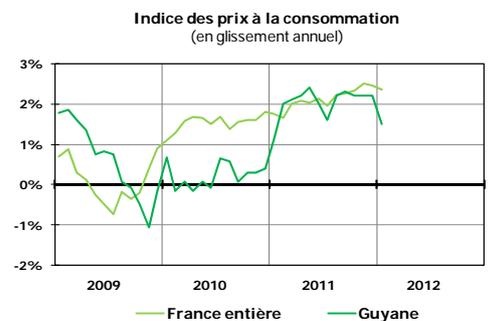


# BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

## Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation des ménages à fin janvier 2012 recule de 0,3 % sur le mois. La majorité des postes sont en baisse (- 0,3 % pour les services, - 0,2 % pour les produits manufacturés et - 0,7 % pour l'alimentation), à l'exception de l'énergie (+ 0,6 %) suite à l'augmentation des prix des produits pétroliers après deux mois consécutifs de légère baisse.

Sur un an, l'indice croît de 1,5 %, soit un rythme un peu moins soutenu qu'en fin d'année dernière. Il est tiré par la hausse des prix des services (+ 1,3 % sur un an), de l'énergie (+ 7,4 %), de l'alimentation (+ 1,2 %) et des produits manufacturés (+ 0,7 %). En comparaison des autres DCOM, la Guyane affiche une progression modérée (+ 1,8 % à la Réunion, + 1,7 % à la Guadeloupe, + 1,2 % à la Martinique) contre + 2,3 % en France.



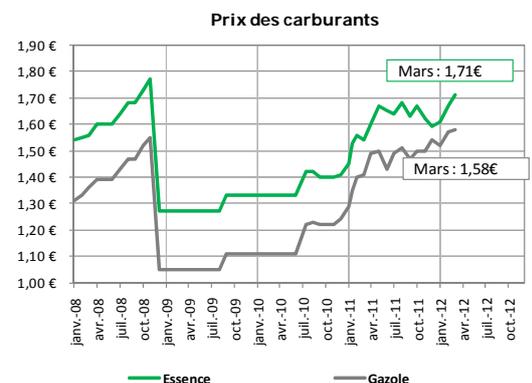
Source: INSEE ; variations sur un an des indices mensuels avec tabac.

## Carburants

L'arrêté préfectoral n°301 du 29 février 2012 fixe, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2012, le prix de vente au détail des carburants à 1,71 € / litre pour l'essence (+ 4 cts) et 1,58 € / litre pour le gazole (+ 1 ct). Selon les services de l'Etat, ces évolutions s'expliquent par les éléments suivants :

- un affaiblissement du dollar par rapport à l'euro (- 2,7 %) ;
- une légère baisse de la moyenne des cotations du gaz butane (- 0,3 %) ;
- une hausse de la moyenne des cotations de l'essence (+ 7,5 %), et du gazole (+ 3,4 %) ;
- enfin une hausse de la moyenne des cotations du pétrole brut (+ 6 %).

Le prix de la bouteille de gaz de 12,5 kg est de 25,13 € contre 26,13 € en mars 2012 (- 1€ soit -3,8 % sur le mois).



Source: Prefecture

## Intercommunalité

Le 3 janvier 2012, la Communauté des communes du centre littoral (CCCL) a officialisé son passage en communauté d'agglomération et répond au sigle de la CACL (Communauté d'agglomération du centre littoral). La communauté de communes a pu évoluer vers une structure intercommunale plus intégrée qu'est la communauté d'agglomération car elle remplissait la première condition de population (article L 5216-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) c'est-à-dire un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave avec la commune centre de plus de 15 000 habitants qu'est la ville de Cayenne). La deuxième condition fait référence aux compétences à exercer (article L 5216-5 du CGCT) : 1) à titre obligatoire, les 4 compétences suivantes : Développement économique (les zones d'activité industrielle, commerciale) ; aménagement de l'espace communautaire (les transports urbains notamment le SMTC) ; équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire (l'habitat, le logement) ; politique de la ville (les CUCS) ; 2) à titre optionnel, au moins 3 des 6 compétences suivantes relatives : aux voiries ou parcs de stationnement d'intérêt communautaire ; à l'assainissement ; l'eau ; l'environnement & le cadre de vie ; la gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et l'action sociale. La CACL est un établissement public à fiscalité propre, c'est à dire qu'il est en mesure de lever l'impôt. Le passage de la communauté de commune à la communauté d'agglomération implique notamment une augmentation des compétences mais aussi des ressources. La principale ressource fiscale de la CACL est la fiscalisation professionnelle unique dont le taux a été harmonisé à 26,626 % pour les 6 communes. Il existe d'autres ressources non fiscales telles que la dotation globale de fonctionnement (DGF) ou dotation d'intercommunalité, la dotation de développement rural, le Fond de Compensation de la TVA, et la Dotation Globale d'Équipement. La circulaire du 26 avril 2011 n°COT/B/11/09728/C précise les montants moyens par habitant permettant le calcul de la DGF. Pour les communautés d'agglomération, ce montant est de 45,40€ en moyenne par habitant sachant que les attributions individuelles sont calculées en tenant compte de la population, du potentiel fiscal et du coefficient d'intégration fiscale. Ainsi, la CACL devrait bénéficier d'un budget augmenté d'environ 4 M€ pour la DGF.

## Aménagements routier

En 2013, la Guyane devrait disposer d'un 1<sup>er</sup> échangeur dénivelé de type lunettes afin de fluidifier les flux de circulation, soit plus de 40 000 véhicules/jour, à la lisière des communes de Cayenne et Matoury sur laquelle il est situé. A ce jour, le chantier est consacré aux remblais [1<sup>ère</sup> tranche (nov. 2011 - avril 2012) et 2<sup>ème</sup> tranche (mai - sept.2012)]. Suite aux opérations de terrassement et d'assainissement (août à sept.2012), la construction du pont devrait intervenir entre décembre 2012 et septembre 2013. Enfin, la mise en place d'équipements de finalisation (glissière de sécurité, signalétique etc.) devrait clôturer le chantier entre août et décembre 2013. Le coût total des travaux est estimé à 16,5 M€ dont 10,5 M€ financés par la Région (61%) et 6M€ par l'Etat (39 %).

Un 2<sup>ème</sup> échangeur dit des Maringouins, situé plus près de Cayenne, à moins de 5 km de celui de Balata, fait l'objet actuellement d'une phase de concertation (15 février au 15 mars 2012). Cet équipement est prévu pour remédier aux problèmes de circulation routière fortement saturé avec un trafic moyen journalier annuel de 50 000 véhicules. L'objectif est de désengorger l'entrée de la ville pour l'agglomération de Cayenne. Le dossier de concertation offre un choix entre trois types d'échangeurs différents. Le coût moyen estimé de l'ouvrage oscille autour de 14 M€ HT, le plan de financement n'est pas encore définitif.

La réalisation de l'échangeur des Maringouins ainsi que celui de Balata s'inscrivent dans le Programme de Développement et de Modernisation des Itinéraires (PDMI) dont l'objectif est d'améliorer les conditions de circulations aux abords de l'agglomération de Cayenne. Le PDMI prévoit la réalisation du doublement du pont du Larivot et l'aménagement à 2x2 voies de la RN2 sur le tronçon Balata-PROGT.

## Secteur Spatial

Le lancement VA205 de l'ATV Edoardo Amaldi initialement prévu le 9 mars, à l'initiative d'Arianespace et de l'ESA, a été reporté à une date ultérieure pour procéder à des vérifications complémentaires. La mise en orbite de l'ATV 3 rentre dans le cadre d'une mission d'entretien de la Station Spatiale Internationale (ISS). Le Véhicule automatisé de transfert (ATV) ou cargo de l'espace, pèse 20 tonnes ; il doit permettre le ravitaillement de l'ISS en eau, gaz (air, oxygène et azote), carburant (jusqu'à 4,6 tonnes d'ergols), vivres, ainsi que des équipements scientifiques utilisés à des fins d'expérience. Après Jules Verne en 2008 puis Johannes Kepler en 2010, le troisième ATV a été baptisé du nom du physicien italien Edoardo Amaldi (1908-1989). Début 2013, l'ATV-4, devrait être baptisé Albert Einstein et l'ultime ATV n°5 s'appellerait Georges Lemaitre, du nom du physicien belge père de la théorie du Big Bang.

La base spatiale de Kourou dispose depuis le 13 février 2012, avec le succès 1<sup>er</sup> lancement de Vega, de 3 gammes de lanceur :

- Ariane 5 ES « lanceur lourd » avec une capacité d'emport (CE) de 10 tonnes à 20 tonnes selon l'orbite,
- Soyouz « lanceur de charges moyennes » CE de 3 tonnes voire 5 ou 7 tonnes selon l'orbite,
- Vega « petit lanceur » CE 1,5 tonne en orbite basse (700 km).

## Agriculture, environnement et énergie

En 2011, les services de la DAAF n'ont pu disposer de données relatives à la production de riz car il n'y a pas eu de récolte. Fin décembre 2011, il y eu semis de 287 hectares. Ces derniers seront intégrés dans les statistiques de l'année 2012, la récolte se faisant en mars. En juillet 2011, le groupe DEOLEO, anciennement SOS, a décidé de relancer l'exploitation de riz à Mana. Contre un objectif annoncé 1 000 hectares cultivés, ce devrait être 287 hectares qui seront semés compte tenu de contraintes réglementaires liées aux produits phytosanitaires. La récolte envisagée devrait être comprise entre 0,5 et 2,5 tonnes maximum.

Le 2 mars 2012 a eu lieu l'inauguration de la centrale hydroélectrique de Saut Maman Valentin sur la rive droite du fleuve Mana. L'ouvrage est en fonctionnement depuis septembre 2011, il laisse circuler l'eau qui entraîne des turbines, au lieu de la retenir comme dans les centrales classiques. La centrale produit entre 22 et 26 000 MWh annuels, satisfaisant pour la consommation d'une population de 15 à 18 000 personnes, soit deux fois celle de la ville de Mana. Le « surplus » de production servira aux communes alentours (Awala-Yalimapo, et Saint-Laurent-du-Maroni). Voltalia précise que cette centrale est très respectueuse de l'environnement et que les impacts sur la faune et la flore sont faibles. L'opérateur propose deux autres projets de centrales, dont l'une serait à Saut Bolo et l'autre à 8 km de Saut Maman Valentin, qui pourraient voir le jour dans 3 ans.

Une société locale, dont le projet est l'installation de 5 éoliennes sur la savane de Matiti, a été retenue par le gouvernement, parmi les 6 lauréats d'outre-mer, dans le cadre du développement des sources d'énergie renouvelable. L'idée a pris naissance en 2005, depuis plus de 800 000 euros ont été investis pour lever les barrières de faisabilité technique et de réalisations opérationnelles. Cinq éoliennes de 150 mètres chacune devrait produire 2,8 mégawatt pour un investissement prévisionnel de 34 M€. Avec le soutien attendu de la Région et de la préfecture, la réalisation pourrait commencer en juillet 2012 mais au vu des contraintes administratives, c'est d'ici 2013 que le chef de projet envisage un début effectif.

# ACTUALITES REGIONALES

## Coopération brésilienne

Le pont de l'Oyapock est terminé depuis août 2011 mais sa mise en service est prévue pour le courant du 2<sup>nd</sup> semestre 2012, en fonction surtout de l'achèvement de la route reliant Oiapoque à Macapa. Le secrétaire d'État au transport du Brésil annonce comme objectif fin 2012 pour que le tronçon soit fini. Près de 1 500 personnes travaillent pour finir les 600 km de piste, soit près de 8 heures de trajet menant à la capitale de l'État fédéral d'Amapá. Ce chantier s'inscrit dans une vision plus large du transport pour la réalisation de l'axe Nord du l'Amérique du Sud qui vise à relier par la route le Venezuela au Brésil (Amapa) en passant par le plateau des Guyanes (Guyana, Suriname et Guyane). Ce projet routier constitue un exemple de la volonté de coopération régionale car d'autres opérations sont en phase de pré-réalisation, notamment la liaison par fibre optique de la Guyane vers l'Amapá pour une connexion en haut débit, ou la possibilité de revente d'électricité issue d'une usine hydroélectrique brésilienne.

## Trinidad-et-Tobago

Au troisième trimestre 2011, l'activité économique à Trinidad-et-Tobago s'est contractée (-2,6 % sur un an). Le secteur de l'énergie et le secteur non énergétique ont enregistré des baisses respectivement de 5,6 % et de 0,4 %.

Les projections de croissance issues des dernières publications de la banque centrale font état d'une croissance modérée pour 2012, avec une progression du PIB de 1,5 %, tandis que l'inflation atteindrait près de 5 %.

## Suriname

Selon les chiffres provisoires de l'institut statistique surinamais (ABS), à fin décembre 2011, l'inflation surinamaïse atteignait 15,3 % sur un an (17,7 % en moyenne annuelle).

En janvier 2012, les prix à la consommation ont augmenté sur le mois de 0,3 %, et de 11,8 % sur un an.

# SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	janv-12	124,2	[-0,3%]	[1,5%]	
		↑	Prix administré du litre d'essence	mars-12	1,71 €	[2,4%]	[11,0%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	janv-12	17 624	1,6%	3,6%	Dieccte
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	déc-11	7 759	5,2%	15,4%	Pôle Emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	déc-11	16 026	[0,7%]	ns.	
	CONSUMMATION	↓	Prestations nettes versées (1)	déc-11	7,8 M€	-[0,8%]	ns.	Caf
		↓	Cumul		84,3 M€		ns.	
		↓	Recettes d'octroi de mer	févr-12	8,4 M€	-2,3%	8,3%	Douanes
		↓	Cumul		19,2 M€		5,6%	
	INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	janv-12	9,6 M€	-2,0%	7,6%	Douanes
↓		Cumul		9,6 M€		7,6%		
↑		Ventes de véhicules neufs aux particuliers	févr-12	354	17,9%	-11,0%	Somafi	
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Cumul		691		-8,2%		
	↓	Importations de biens d'équipement (BE)(3)	janv-12	38,0 M€	-25,1%	-6,2%	Douanes	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	↓	Ventes de véhicules utilitaires	févr-12	84	-2,9%	-8,4%	Somafi
		↓	Cumul		177		-3,3%	
	BTP	↓	Exportations (3)	janv-12	12,8 M€	-12,3%	24,8%	Douanes
		↓	Cumul		12,8 M€		24,8%	
	INDUSTRIE	↓	Importations (3)	janv-12	103,1 M€	-15,0%	15,1%	Douanes
		↓	Cumul		103,1 M€		15,1%	
		↑	Tirs effectués	Cumul à fév. 2012	1 tir(s) (0 Ariane 5, 0 Soyouz, 1 Vega)		1 tir(s) à fév. 2011	Arianespace
		↑	Satellites lancés	Cumul à fév. 2012	3 satellites		0 satellites à fév. 2010 (1 ATV)	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Ventes de ciment (dont filler et liant)	févr-12	6 874 tonnes	-5,8%	-11,6%	Ciments guyanais
		↓	Cumul		14 000 tonnes		-4,8%	
↑		Exportations d'or en volume (3)	janv-12	92 kgs	28,1%	-18,8%	Douanes	
↑		Cumul		92 kgs		-18,8%		
↑		Exportations d'or en valeur (3)	janv-12	3,4 M€	49,5%	-1,4%	Douanes	
TOURISME	↑	Cumul		3,4 M€		-1,4%		
	↑	Cours de l'once d'or	févr-12	1 742,86 \$	[5,2%]	[27,0%]	London Bullion Market Assoc.	
	↑	Grumes sorties de forêt (données non consolidées)	déc-11	7 444 m3	50,0%	29,7%	ONF	
INDICATEURS SECTORIELS	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Cumul		77 539 m3		-3,1%	
		↓	Exportations de crevettes (3)	déc-11	20,4 tonnes	-48,3%	-45,5%	Douanes
	TOURISME	↓	Cumul		806,8 tonnes		6,6%	
		↓	Exportations de poissons (3)	déc-11	95,5 tonnes	-6,3%	-37,7%	Douanes
INDICATEURS SECTORIELS	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Cumul		1 532,7 tonnes		-10,7%	
		↓	Exportations de riz (2)(3)	déc-11	0 tonne	ns.	ns.	Douanes
	TOURISME	↓	Cumul		3 209,2 tonnes		ns.	
↑		Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	déc-11	37 205	3,6%	-3,1%	CCIRG	
INDICATEURS SECTORIELS	TOURISME	↑	Cumul		435 440		3,0%	
		↑	Nombre de nuitées	déc-11	33 000	6,0%	21,7%	Insee
INDICATEURS SECTORIELS	TOURISME	↑	Cumul		346 000		4,2%	

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Derniers échanges francs-euros

5 174 billets en francs ont été échangés entre le mois de septembre 2011 et le mois de février 2012 à l'agence IEDOM de Fort-de-France, pour un montant total de 1,2 million de francs (184 520 euros). C'est en janvier que les échanges ont été les plus importants, mais certains détenteurs de billets ont attendu les tous derniers jours (1 299 billets ont été échangés entre le 13 et le 17 février 2012 sur un total de 2 693). Globalement, à l'échelle des DOM, 17 000 billets ont été échangés dans les agences IEDOM des départements et collectivités d'Outre-mer pour une valeur globale de 3,6 millions de francs (558 000 euros).

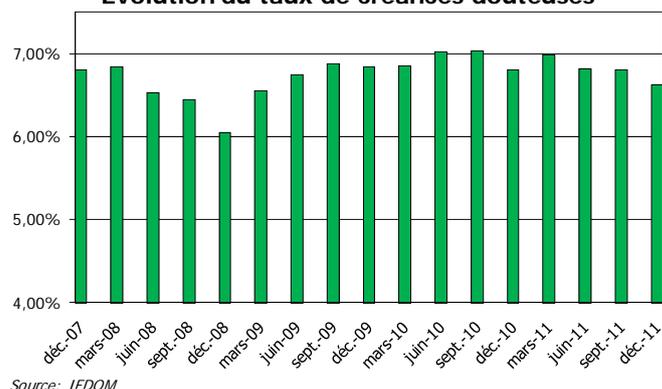
### Encours des établissements de crédit locaux

L'encours brut de l'ensemble des concours octroyés par les établissements de crédit installés localement atteint 7,4 milliards d'euros au 31 décembre 2011. Il est relativement stable sur le trimestre (+0,9%).

L'encours sain progresse sur le trimestre et atteint 6,9 milliards d'euros (+1,1%), mais son rythme de progression ralentit (+3,0% en glissement annuel, contre +3,5% un an auparavant).

Les créances douteuses brutes sont en baisse de 1,7% et s'élèvent à 492,3 millions d'euros. Le taux de créances douteuses s'améliore globalement de 0,2 point sur le trimestre et atteint 6,6% au 31 décembre 2011.

#### Evolution du taux de créances douteuses



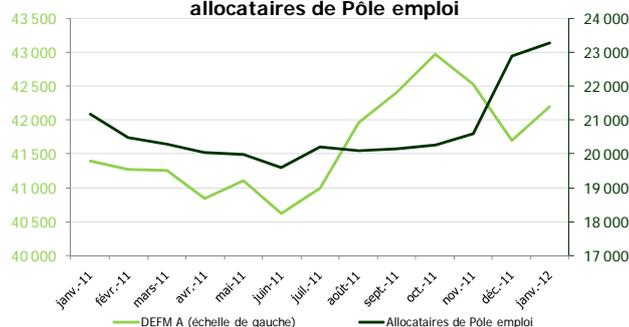
## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Chômage élevé

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de nouveau. Il s'élève à 42 200 en janvier 2012 (contre 41 700 en décembre 2011). L'indicateur de chômage atteint 25,0% en janvier (contre 24,7% en décembre).

Le nombre d'allocataires de Pôle emploi suit une évolution similaire (23 263 contre 22 899 le mois précédent).

#### Demandeurs d'emploi en fin de mois et allocataires de Pôle emploi

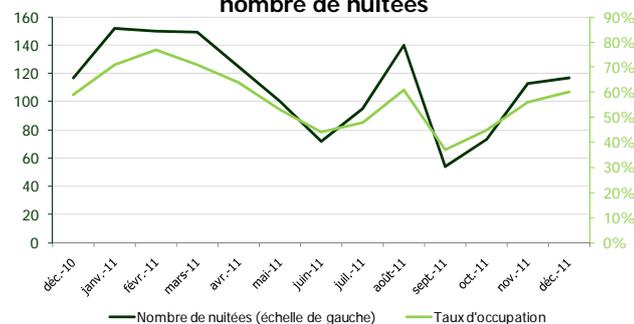


### Bon début de saison touristique

Dans l'hôtellerie, la situation est favorablement orientée en début de saison. Selon les derniers résultats de l'enquête de fréquentation hôtelière de l'INSEE, le nombre de nuitées enregistrées sur l'année 2011 est en augmentation de 2,5% et la durée moyenne de séjour passe de 4,3 à 4,7 jours. Parallèlement, le taux d'occupation des hôtels progresse de 1 point en décembre 2011 (de 59 à 60%).

Les premiers chiffres de l'année 2012 laissent présager une poursuite de l'amélioration pour la haute saison. Le nombre de passagers accueillis à l'aéroport Aimé Césaire s'élève à 150 543 à fin janvier, soit +4,1% en glissement annuel.

#### Taux d'occupation de hôtels et nombre de nuitées



De même, le segment de la croisière progresse nettement. Les différentes campagnes de sensibilisation commencent à porter leurs fruits et le nombre de croisiéristes atteint déjà 37 192 à fin février 2012, soit un niveau équivalent à celui enregistré pour l'ensemble de l'année 2011.

### Formation des prix dans le DOM

Richard Crestor, Secrétaire général de l'association pour la promotion de l'industrie (AMPI), a publié en février une étude intitulée « La formation des prix du produit importé dans les DOM - Etude théorique et conclusions pratiques ». Cet ouvrage analyse les écarts de prix des produits entre l'hexagone et la Martinique, en identifiant ses différentes composantes : le prix d'achat, le fret, l'octroi de mer, la marge et le taux de TVA.

## Panorama de l'économie sociale et solidaire

La Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) de Martinique a rendu public le Panorama de l'économie sociale et solidaire à la Martinique. Cette étude, réalisée en partenariat avec l'INSEE, présente les principales caractéristiques du secteur. Elle propose un éclairage de la situation du secteur et constitue une référence pour les acteurs chargés de la définition et de la mise en œuvre de politiques publiques locales visant au développement de ce secteur (pour plus d'information : [http://www.insee.fr/fr/insee\\_regions/martinique/themes/antiane\\_echos/aechos14/aechos\\_14\\_ma.pdf](http://www.insee.fr/fr/insee_regions/martinique/themes/antiane_echos/aechos14/aechos_14_ma.pdf)).

## Visite de Didier Migaud

Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, était en visite à la Martinique, le 7 mars. Au cours de ce déplacement, où il a pu visiter plusieurs projets bénéficiant de la défiscalisation, il a rencontré les principaux dirigeants des organisations socio-économiques et est revenu notamment sur deux récents rapports de la Cour. Le premier rapport, relatif au coût des dispositifs de défiscalisation, souligne leur renchérissement, alors que les effets sur le terrain sont difficilement perceptibles. Le second rapport traite des finances des communes dans les DOM et met notamment l'accent sur la nécessité d'améliorer la sincérité de certains comptes communaux et de maîtriser les charges de fonctionnement. Ces deux rapports sont téléchargeables sur le site de la Cour des comptes :

[http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RPA/Defiscalisations\\_girardin\\_pour\\_outre\\_mer.pdf](http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RPA/Defiscalisations_girardin_pour_outre_mer.pdf),

[http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RPT/Rapport\\_situation\\_financiere\\_DOM.pdf](http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RPT/Rapport_situation_financiere_DOM.pdf).

## ACTUALITE REGIONALE

### Réforme des ports d'Outre-mer

La loi 2012-260 relative à la réforme des ports d'Outre-mer a été publiée le 22 février au JORF. Elle prévoit des adaptations de la législation au droit européen, dans un contexte de compétitivité accrue du secteur du commerce maritime international et d'une plus grande concurrence des ports étrangers. La loi, traduction de la réforme portuaire de 2008 qui avait été limitée à la métropole, concerne les quatre ports possédés par l'Etat à la Martinique, en Guyane, à la Réunion et à la Guadeloupe. Le texte leur confère le statut de grands ports maritimes, établissements publics nationaux. Il modernise leur gouvernance et associe notamment outre les représentants de l'Etat, ceux des collectivités territoriales et des consommateurs.

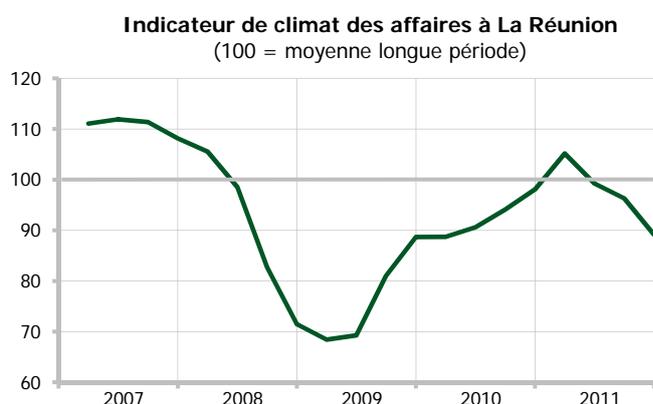
## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- janv. 2012	127,0	+0,4 %	+1,2 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- janv. 2012	42 200	+1,2 %	+1,9 %
	Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- janv. 2012	25,0 %		0 pt
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- janv. 2012	23 263	+1,6 %	+9,9 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- déc. 2011	37 351	-0,5 %	-
<b>Commerce extérieur</b> (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- déc. 2011	254,0	+9,4 %	-10,3 %
	Exportations (millions d'euros)	- déc. 2011	20,7	-18,4 %	-50,7 %
	Taux de couverture mensuel		8,1 %		-6,7 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- janv. 2012	41,7	-37,6 %	-0,5 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- janv. 2012	41,7		-0,5%
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- janv. 2012	17 685	+0,6 %	-1,8 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- janv. 2012	5 038	-	-17,7 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- janv. 2012	150 543	-1,0 %	+4,1 %
		- cumul annuel	150 543		+4,1 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- fév. 2012	17 951	-6,7 %	ns
		- cumul annuel	37 192	-	ns
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- janv. 2012	16 001	+5,4 %	-3,5 %
		- cumul annuel	16 001		-3,5 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- fév. 2012	703	-17,8 %	-13,2 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- fév. 2012	124	-21,5 %	-14,5 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		1 840	-	+4,9 %

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Le climat conjoncturel continue à se détériorer



Source : Iedom, enquête de conjoncture

Le quatrième trimestre est marqué par une nouvelle dégradation du climat conjoncturel. L'indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre une baisse de 7,1 points par rapport au trimestre précédent. Il se situe désormais 10,8 points au-dessous de sa moyenne de longue période. L'activité est en repli mais ce sont surtout les craintes relevées dans les anticipations des chefs d'entreprises interrogés qui pèsent sur l'évolution de l'ICA. Sa contraction est en effet principalement imputable aux soldes d'opinions relatifs à l'activité prévue, aux effectifs prévus et à la trésorerie prévue.

Dans un contexte de croissance modérée des prix, la consommation des ménages se redresse au dernier trimestre, après avoir ralenti le trimestre précédent. L'investissement des entreprises reste atone.

L'activité est mal orientée dans l'ensemble des secteurs, à l'exception du secteur des industries agroalimentaires, du tourisme et, dans une moindre mesure, de celui de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Les prévisions d'activité sont globalement à la baisse.

La tendance conjoncturelle du quatrième trimestre 2011 est disponible sur le [site de l'Iedom](#).

### Baisse du stock d'incidents sur paiement par chèque en 2011

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages liés à l'utilisation de moyens de paiement se sont améliorés tout au long de l'année 2011. Le stock d'incidents sur paiement par chèque a baissé de 1,5 % à fin décembre sur un an, après un net recul en 2010, suite à l'assouplissement des conditions de radiation du fichier central des chèques de la Banque de France.

Parallèlement, le nombre de personnes physiques en interdit bancaire a augmenté de 2,6 % en 2011, tandis que le nombre de retraits de cartes bancaires pour usage abusif a diminué de 3,0 %.

## BREVES ECONOMIQUES

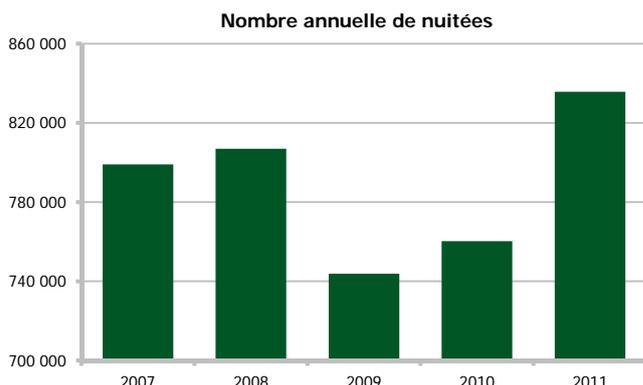
### LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Janvier 2012	128,1	- 0,2 %	+ 1,8 %
	IPC France entière		124,7	- 0,4 %	+ 2,3 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Décembre 2011	26 472	- 6,9 %	+ 2,6 %
	En cumul (milliers d'euros)		291 632	-	+ 8,9 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	Décembre 2011	4 763,5	-	+ 11,7 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)		288,1	-	+ 1,3 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Janvier 2012	119 590	- 1,8 %	+ 3,6 %

### LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Janvier 2012	225 625	+ 3,8 %	- 4,0 %
	Cumul 2012	cumul Janv.	225 625	-	- 4,0 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	Décembre 2011	80 200	- 10,7 %	+ 9,6 %
	Cumul 2011	cumul Déc.	835 700	-	+ 9,9 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Décembre 2011	3 744	-	+ 23,1 %
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Déc.	22 800	-	- 12,5 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Décembre 2011	56,5	-	+ 9,8 %
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Déc.	342,4	-	- 9,0 %
	Effectifs salariés du BTP	Janvier 2012	16 664	- 2,3 %	+ 6,7 %

## Hausse de la fréquentation hôtelière en 2011



Source : Enquête de fréquentation hôtelière ; Insee, Direction du Tourisme

La fréquentation hôtelière est en forte augmentation en 2011, avec une hausse du nombre de nuitées de 10 % par rapport à 2010. Cette progression, conjuguée à la stabilité du parc hôtelier classé, conduit à un accroissement sensible du taux d'occupation sur l'ensemble de l'année. Il s'établit ainsi à 66,6 % en moyenne sur l'année, contre 60,6 % l'année précédente.

La fréquentation a été plus dynamique au premier semestre, avec une hausse de 13,1 % du nombre de nuitées. Le second semestre progresse de 7,3 %.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

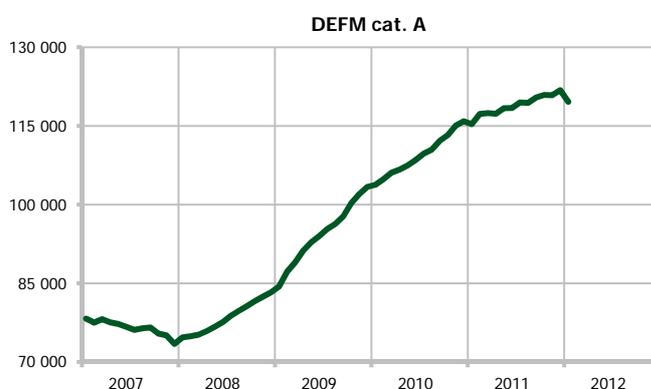
## Baisse de la demande d'emploi en janvier 2012

Fin janvier 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A baisse de 1,8 % par rapport au mois précédent, tandis qu'il augmente de 0,4 % au niveau national. Cette diminution est la plus forte observée depuis 2008.

Cette baisse mensuelle concerne tous les demandeurs d'emplois, quel que soit leur sexe et leur âge. Elle touche également les demandeurs de longue durée (- 1,6 %).

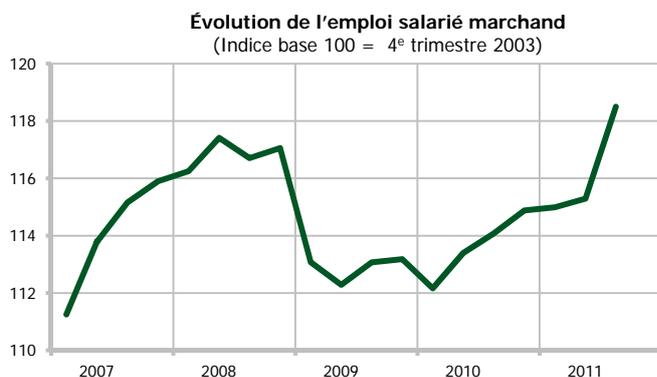
Parallèlement, le nombre d'allocataires de Pôle Emploi augmente de 2,3 % par rapport à décembre 2011.

La publication est disponible sur le [site de la DIECCTE](#).



Source : Pôle emploi, Dares - données CVS

## Nette hausse de l'emploi marchand au troisième trimestre 2011



Source : Bordereaux Urssaf - Traitement Insee Epure

L'emploi marchand augmente de 2,8 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent. Depuis début 2010, c'est le sixième trimestre consécutif de hausse et la plus forte augmentation enregistrée sur cette période. Sur un an, l'emploi augmente de 3,9 %.

L'emploi progresse dans tous les secteurs, notamment dans les services marchands (+ 6,0 % en glissement annuel). Il augmente particulièrement dans le secteur de l'hébergement-restauration (+ 10,7 %) et dans les « autres activités de services », où les associations ont beaucoup recruté sous la forme de contrats aidés.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

## Nouvelles mesures pour lutter contre la cherté de la vie à La Réunion

Les récentes réunions de travail et de négociation sur le prix des carburants et la vie chère ont mobilisé les principaux acteurs économiques de l'île, ainsi que les pouvoirs publics et des associations de consommateurs. Le vendredi 24 février, des mesures concrètes ont été annoncées afin de baisser les prix des carburants, de produits de consommation courante, de l'électricité et du gaz. Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2012, le prix de la bouteille de gaz, du litre de sans plomb et celui du gazole vont diminuer respectivement de 30 %, 5 % et 6 %. A partir du 12 mars, le prix de 60 produits de consommation courante, dits « produits solidaires » vont baisser de 10 à 40 % jusqu'au 31 décembre 2012. Ces mesures viennent en complément des mesures prises précédemment dans le cadre de l'accord Cospar signé en 2009 (baisse de 5 à 20 % réalisée par les distributeurs sur 254 références) et du programme DEFI en 2011 (baisse des prix pour 80 produits locaux d'élevage). Par ailleurs, 50 jeunes vont être recrutés en service civique comme médiateurs électricité pour promouvoir le tarif de première nécessité auprès des publics éligibles. Le département va également mettre en place un chèque électricité de 90 à 120 euros pour les familles les plus modestes (environ 40 000 foyers seraient éligibles).

Par ailleurs, les représentants des collectivités et l'État ont également annoncé [un programme](#) visant à faciliter la mise en place de 3 000 contrats aidés à destination des jeunes sans emploi.

Le [détail des mesures](#) et la [liste des 60 produits solidarités](#) sont disponibles sur le site de la Préfecture.

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes

A fin février, les émissions nettes de billets progressent de près de 7 millions d'euros sur le mois (soit +1,4 % contre -0,6 % le mois précédent) et s'établissent à 510 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre suivent une tendance comparable : +1,3 %, après -2 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 9,4 millions au 29 février 2012, dont 73 % sont constitués de la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette). La progression de l'émission nette de billets ayant évolué à un rythme assez proche en nombre et en valeur en février, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île reste stable, à 54,1 € au 29 février.

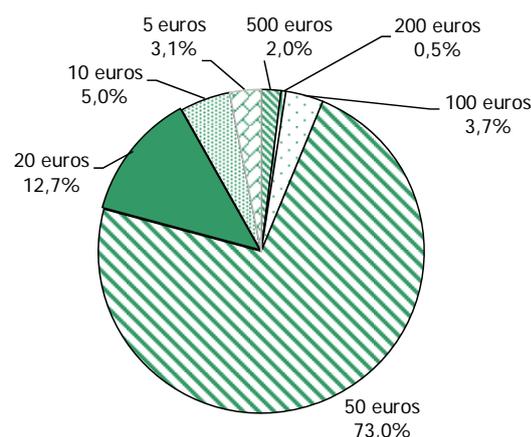
Emissions nettes cumulées de billet au 29 février 2012

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 29 février 2012



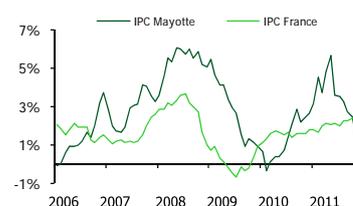
Source : IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Indice des prix

En janvier 2012, l'indice des prix à la consommation à Mayotte est stable. Sur un an (janvier 2012 par rapport à janvier 2011), les prix augmentent de 0,9 %. Les prix des produits alimentaires et boissons sont en léger recul (-0,2 %), du fait de la baisse des prix des produits céréaliers (-2,5 %), des produits frais (-1,3 %) et laitiers (-0,9 %). Les boissons non alcoolisées se renchérissent (+1,3 %), ainsi que les autres produits alimentaires (conserves, huiles, épices, +1 %), et les viandes et volailles (+0,9 %). Les prix de l'énergie sont stables. Ceux du tabac sont en légère progression (+0,3 %), comme ceux des services aux ménages (+0,2 %) et des transports et télécommunications (+0,1 %).

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Source : INSEE  
Base 100 : année 2006

### Economie

Dans le cadre de la départementalisation de Mayotte, le gouvernement avait affecté, pour trois ans, 30 millions d'euros au Fonds mahorais de développement économique social et culturel (FMDESC). La préfecture a lancé en février un appel à projets pour la deuxième tranche du FMDESC, d'un montant total de 10 millions. Cet appel à projets correspond à la section du fonds relative aux « projets portés sous maîtrise d'ouvrage privée ». Sont ainsi visés, en priorité, les projets d'investissement issus du secteur privé. Pour être éligibles, les projets devront comprendre un seuil d'investissement minimum de 50 000 euros. De plus, ils devront respecter certains objectifs : appuyer la structuration des filières de développement économiques prioritaires, soutenir le développement et la modernisation des entreprises de Mayotte, stimuler la concurrence et développer les secteurs stratégiques. Par ailleurs, la préfecture a retenu des secteurs d'éligibilité prioritaires tels que :

- le financement de travaux d'aménagement et d'équipement de zones d'activité ;
- le financement de projets privés d'investissement contribuant à l'aménagement et au développement durable du territoire ;
- les aides directes à l'équipement et à l'investissement matériel pour la modernisation des entreprises ;
- les actions d'appui et d'accompagnement à la création des entreprises à technologie innovante.

La date limite de réception des dossiers par le secrétariat général pour les affaires économiques et régionales est fixée au 20 mars 2012.

### Télécommunications

Le haut débit sera opérationnel à Mayotte le 25 avril prochain, soit avec un mois de retard par rapport à la date initialement prévue.

## Energie - Environnement

- Depuis le 1<sup>er</sup> février 2012, le prix de l'essence a augmenté de 5 centimes et celui du gazole de 4 centimes. Cette augmentation est la première en dix mois, après la baisse du gazole en décembre dernier. En moyenne sur l'ensemble des produits pétroliers, la hausse depuis le précédent arrêté préfectoral est de 3,38 % (baisse du gazole en décembre dernier).
- Dans le cadre de la lutte contre la pollution et afin d'assainir le parc automobile de l'île, le Conseil général de Mayotte envisage d'augmenter les taxes douanières sur les véhicules d'occasion (qui concernent deux fois plus d'immatriculations que les véhicules neufs). Dans la même lignée, les grosses cylindrées considérées comme plus polluantes seront davantage taxées.

## Activité portuaire

Dans sa séance du 30 janvier 2012, le Conseil général a adopté l'activation de la délégation de service public (DSP) du port de Longoni. L'exploitation du port devrait être attribuée en décembre 2012 et la durée de la concession s'étalerait entre 15 et 20 ans.

## Social

A la suite des inquiétudes exprimées par le Conseil général sur la prise en charge des frais occasionnés par la mise en place du RSA (collecte d'informations, mise en place des centres d'accueil, instruction des dossiers, logistique, etc.), l'arrêté ministériel du 26 janvier 2012 en application de la loi de finances 2012 prévoit une compensation financière via le versement à la collectivité d'une fraction de la taxe intérieure de la consommation des produits pétroliers (TICPP) collectée par l'Etat.

## Tourisme

Le 5 février 2012, le Clipper Odyssey, yacht de 102 mètres a fait escale sur l'île. Il transportait à son bord 128 passagers et 50 membres d'équipage qui ont profité, à leur escale, du nouveau ponton mis en service et des animations culturelles organisées à leur attention à la place de la République à Mamoudzou.

# ACTUALITE REGIONALE

La Société générale de transport maritime s'est équipée de deux nouveaux navires (Gombessa et Citadelle), en renfort au Maria Galanta qui devra subir une révision complète. Ces bateaux étaient attendus à Mayotte non seulement pour le transport de personnes entre Mayotte et Anjouan qui génère une demande importante (15 000 personnes par an), mais encore pour les reconduites à la frontière (21 762 en 2011) dans des conditions optimales de sécurité.

# PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	janv.-12	113,9	0,1%	0,9%	
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	janv.-12	9 601	9,8%	-	
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-11	19 329	3,7%	-18,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-11	305 970	6,7%	-4,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-11	519	12,1%	-36,2%
		cumulées	déc.-11	6 511	8,7%	-27,7%
	Taux de couverture	mensuels	déc.-11	2,68%	0,20 pt	-0,75 pt
		cumulés	déc.-11	2,13%	0,04 pt	-1,03 pt
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	déc.-11	369	17,5%	-29,2%
		cumulés	déc.-11	5 394	-	-9,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-11	29 971	92,1%	11,9%
		cumulés	déc.-11	289 919	-	3,6%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	déc.-11	37,1	-6,9%	-0,2%
	(départs)	cumulés	déc.-11	998,2	-	n.d
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles	déc.-11	8 300	n.d	-11,1%
		cumulées	déc.-11	71 267	n.d	-7,6%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	déc.-11	10 194	13,5%	2,9%
		cumulée	déc.-11	109 523	-	-2,5%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

**Taux directeurs de la Banque centrale européenne**

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt	1,75%	14/12/2011
	0,25%	14/12/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

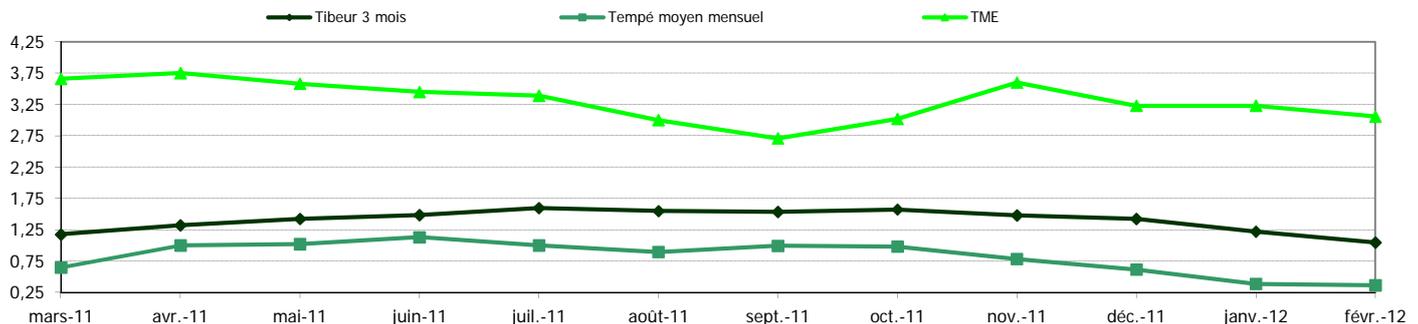
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Février 2012)				
Novembre	Décembre	Janvier	Février	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,7845%	0,6168%	0,3877%	0,3662%	0,6270%	1,0490%	1,3460%	1,6790%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Novembre	Décembre	Janvier	Février	Novembre	Décembre	Janvier	Février	
3,60%	3,23%	3,23%	3,06%	3,80%	3,43%	3,43%	3,26%	

**Taux de l'usure (applicable au premier trimestre 2012)**

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	<b>15,78%</b>
Prêts à taux fixe	6,24%		
Prêts à taux variable	5,83%		
Prêts relais	6,43%		
<b>Autres prêts</b>			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,65%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	13,98%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,69%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	12,51%		
		<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
		Découverts en compte (1)	13,80%
		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
		<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
		Découverts en compte (1)	13,80%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

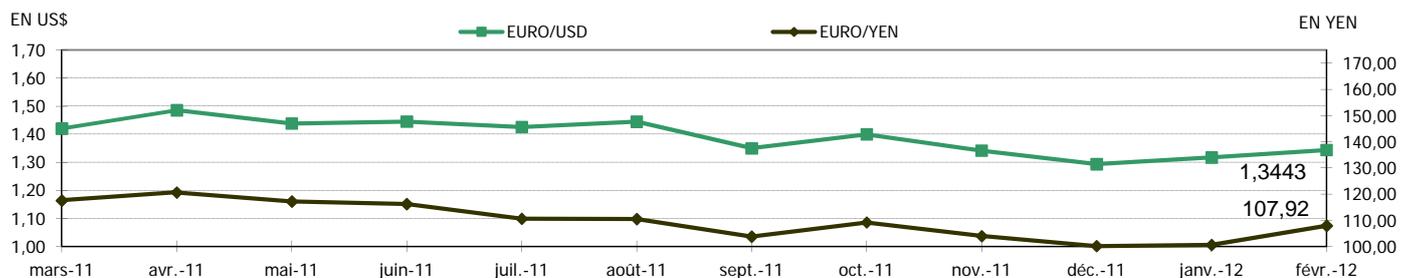
**Taux des marchés monétaires et obligataires**



**Taux de change (dernier cours fin de mois)**

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3443	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,0080	EURO/SRD (Surinam)	4,39710
EURO/JPY (Japon)	107,9200	EURO/BWP (Botswana)	9,54150	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,38520
EURO/CAD (Canada)	1,3282	EURO/SCR (Seychelles)	18,7877	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,0528
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,84390	EURO/MUR (Maurice)	38,5749	EURO/BBB (La Barbade)	2,66500
EURO/SGD (Singapour)	1,6726	EURO/BRL (Brésil)	2,2872	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,50000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,4252	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,72250	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2902,1864	EURO/XCD (Dominique)	3,5978	EURO/FC (Comores)	491,96775

**Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)**



**Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro**

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 13 mars 2012 - Dépôt légal : mars 2012 - ISSN 1284-4438